



# CGT Finances Publiques Aveyron

## Comité Technique Local du 12 septembre 2013

En début de séance, la CGT a lu la déclaration liminaire disponible sur le site de la section.

Dans le débat qui a suivi, la CGT a dénoncé les propos totalement scandaleux et politiquement clairement orientés vers les options ultralibérales du Directeur Général préconisant la privatisation des services municipaux de distribution d'eau (cf. tract CGT du 3 juillet 2013).

De plus en argumentant que ses services n'étaient plus en capacité d'assumer cette mission, nous dénonçons un dénigrement honteux des agents qui travaillent et assurent leur service dans des conditions de plus en plus dégradées. On a vu mieux de la part d'un employeur censé défendre ses agents et les missions qui lui ont été confiées.

### Ordre du jour :

**1 - Approbation des PV des CTL des 28 mars et 14 mai 2013 :** Approbation à l'unanimité.

### **2 - Modification des horaires d'ouverture des services : Trésoreries de RIGNAC et de SEVERAC LE CHATEAU**

La même solution est toujours préconisée : réduction des plages d'accueil sous prétexte d'amélioration du service rendu à l'usager, celui-ci étant supposé utiliser couramment la messagerie et autres formes dématérialisées de communication. En fait la mission accueil devient, notamment dans les trésoreries de proximité, la variable d'ajustement pour gérer la pénurie. Si les conditions de travail en interne peuvent effectivement s'avérer plus sereines pour les personnels, c'est au détriment de l'usager dont le besoin de réception physique n'est pas démenti par les faits.

Vote CONTRE unanime des OS

### **3 – Présentation des projets de restructuration des trésoreries de ST ROME DE TARN/ST AFFRIQUE et RIGNAC/MONTBAZENS**

Si la fusion St Rome De Tarn/St Afrique paraît certaine au 01/01/2014 après un loupé en 2012, le second dossier semble moins assuré.

A noter que le rattachement de Rignac à la trésorerie de Montbazens créerait un poste à cheval sur 2 RAN et 3 SIP : on fait mieux en terme de cohérence...

Vote CONTRE unanime des OS

### **4 – Point d'étape sur l'exécution budgétaire**

Après 3 ans de baisse, le budget de fonctionnement 2013 est déjà consommé à 90% fin août ! La direction sera-t-elle obligée de demander des délais de paiement à ses fournisseurs au même titre que les contribuables à nos guichets ?

A noter que dans sa grand largesse, notre Directeur Général attribue 51 unités centrales à l'Aveyron sur les 22.000 annoncées à la une d'Ulysse. On devrait enfin pouvoir remplacer les UC de plus de 5 ans ! ... remplacements qui devenaient de toute façon inéluctables compte tenu de l'arrivée de nouveaux protocoles informatiques (PESV2, dématérialisation..)

Site de la section accessible par INTERNET et ULYSSE : <http://www.financespubliques.cgt.fr/12/>  
Contact : [cgt.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip12@dgfip.finances.gouv.fr)

## **5 – Bilan intermédiaire de la Formation Professionnelle et nouvelles modalités d'organisation et de recensement des besoins.**

Extrait de la note de présentation : « Le recensement des besoins change (...) : la campagne principale se fera via l'outil GASEL à l'automne. Cela permettra d'établir le plan local pour une mise en place effective au 1er janvier. Il va de soit que des ajustements viendront compléter le plan arrêté.

Une action de sensibilisation à GASEL sera organisée pour éviter le problème rencontré cette année (pratiquement aucune saisie par les chefs de service).

Une cellule de 2 agents qui à compter du 1er septembre n'est plus composée que d'un cadre A. (...).

Pour information un nouvel outil de programmation des stages de l'ENFiP (OPUS) qui permet d'accéder en ligne au calendrier des stages organisés par les centres de formation de l'ENFiP est disponible depuis le 22 juillet 2013. »

L'accueil de stagiaires dans nos services est de plus en plus difficile compte tenu de la dégradation des conditions de travail et l'administration est amenée à rejeter des demandes. La DGFIP a pourtant un rôle à jouer dans la formation des étudiants, quel que soit leur niveau d'étude, et des solutions doivent être trouvées.

## **6 – Conciliateur fiscal départemental : Bilan 2012**

Il faut noter une baisse sensible des saisines du conciliateur, dont les causes restent à déterminer.

Il n'en demeure pas moins que « les difficultés économiques sont à l'origine d'un grand nombre des demandes des particuliers. En effet, les saisines du conciliateur concernent avant tout des demandes à titre gracieux, ou de délais de paiement, émanant de contribuables à faibles revenus, et portant essentiellement sur la taxe d'habitation, la contribution à l'audiovisuel public et l'impôt sur le revenu.

Il est à noter que les demandes portant sur les taxes foncières après une diminution en 2011, enregistre une nette augmentation en 2012, de 11,5% à 17,5% » (note de présentation)

## **7 - Bilan de la campagne IR 2013 :**

M Bessière : «s'il n'y a qu'un seul mot à retenir, c'est continuité », « campagne de saisie dense mais maîtrisée », ...grâce à la mobilisation des agents, mais aussi grâce aux vacataires pour palier le manque d'effectifs !

Mais, contrairement aux prévisions, la réception est en baisse sensible sur les 3 vecteurs (physique, téléphonique et dispositif SCoup). Pas d'explication à ce jour, mais la distribution des avis d'imposition risque de modifier rapidement cette tendance au vu des premiers retours de statistique d'accueil (délais de paiement, questionnements sur l'augmentation des impôts,...).

La télédéclaration est encore en augmentation mais selon M Bessière on s'approche du plafond estimé. Il faudra bientôt trouver d'autres arguments pour supprimer les emplois dans les SIP.

## **8 – Présentation de la dématérialisation des échanges avec le secteur public local**

Un objectif essentiel : moins de papier (4,3 millions de feuilles A4 en Aveyron) !

La formation des agents se fera in situ au moment du passage (Millau et Creissels en premier)

Par contre, prévoir que « Cette dématérialisation des échanges comptables doit permettre un gain de temps (fournisseurs payés plus rapidement, meilleur recouvrement des recettes,...) » reste à démontrer. Le visa ne sera pas plus rapide si les conditions de travail continuent à se dégrader.

Quant au meilleur recouvrement, il faudra expliquer en quoi la dématérialisation des titres de recette va augmenter le pouvoir d'achat des redevables en difficulté qui n'arrivent déjà pas à payer leurs factures d'eau ou de cantine sous forme « papier ».

## **9 – Questions diverses**

Contre toute espérance, les travaux de MILLAU vont débiter prochainement, la DG ayant débloqué les crédits qui étaient tributaires de la vente d'autres immeubles.